

DIALOGUE INTER-MALIEN :

Rien n'est encore gagné

La marche vers un accord de paix inter-malien est un long fleuve loin d'être tranquille. Toutes les fois que le bout du tunnel semble se dessiner, de nouvelles embûches apparaissent et la stabilité attendue fait place à la violence sur le terrain, au Nord-Mali. L'Algérie, en même temps que les parties aidant au dialogue et peut-être plus que tous les autres, continue à croire à un accord, même si notre ministre des Affaires étrangères (MAE), Ramtane Lamamra aguerri par la nouvelle donne, pousse l'échéance de son aboutissement comme il l'a fait en marge du dernier sommet de l'Union africaine des 30 et 31 janvier dernier, «dans moins de six mois». En attendant la reprise du dialogue d'Alger prévue pour ce mois-ci, les protagonistes maliens tenaient une rencontre hier à Bamako. Que sortira de ces nouvelles joutes ?

Rencontre d'information et de concertation avec «les forces vives de la nation», a déclaré le gouvernement malien, initiateur de cette rencontre d'hier, autour du «projet d'accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali». Dans leur communiqué sur la tenue de la rencontre de samedi, les autorités égrènent, et ce n'est pas gratuit, la longue liste des conviés : «Les représentants de partis politiques de la majorité et de l'opposition, les organisations de la société civile, les autorités traditionnelles et coutumières, les associations religieuses, les syndicats des travailleurs et les organismes des droits de l'Homme.»

La précision apportée par la liste des invités répond, sans aucun doute, à la protestation émise à la suite de la réunion d'urgence, à Alger jeudi dernier, du Comité de suivi et d'évaluation de l'accord préliminaire d'Ouagadougou, réunion à l'initiative de Mongi Hamdi, le représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies et ce, pour impulser le dialogue inclusif dans une conjoncture dominée par une aggravation de la situation sécuritaire dans le nord du pays. Mais qui reproche et que reproche-t-on à cette dernière rencontre de la semaine dernière à Alger ? La réponse est donnée par une lettre adressée à Ramtane Lamamra, le 2 février, soit la veille de la tenue de ce Comité de suivi. Ses rédacteurs, les membres de la «plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger», comprenant les groupes d'autodéfense, ont réagi très fermement auprès de notre MAE, chef de file de la médiation internationale. Ils y expriment d'abord leur «grande surprise» en apprenant que l'Algérie domiciliait cette rencontre, dont ils n'avaient apparemment pas connaissance. Ce n'est cependant pas tout, puisqu'ils y évoquent le «caractère discriminatoire» de cette rencontre.

Ils explicitent : «Prenant acte de ce que la tenue de la réunion du Comité de suivi se tiendra sous la forme qui exclut la majorité des communautés vivant à Kidal, Gao et Tombouctou» la lettre prend à témoin l'ensemble de «l'opinion nationale et internationale» et avertit : «Les décisions qui sortiront de cette rencontre ne sauraient les lier ou engager.» Ce n'est pas tout. Ils préviennent : «Sans notre implication elles (décisions) ne connaîtront aucune effectivité dans la région de Kidal, Tombouctou et Gao.» Voilà bien encore un obstacle qui vient parsemer le chemin de la paix.

La réunion de Bamako d'hier réussira-t-elle à lever cet obstacle dans la mesure où l'Etat annonce que toutes les parties y ont été conviées? Beaucoup d'embûches donc dans ce long chemine vers la paix aggravées par les mises en garde des uns et des autres mais surtout aussi par une situation sécuritaire des plus explosives dans la région. Dans cette conjoncture, la reprise des pourparlers d'Alger peut être sérieusement compromise.

Khedidja Baba-Ahmed

ALORS QUE LA PROTESTATION SE POURSUIT À IN SALAH

Flou, cafouillage et improvisation

La protestation contre l'exploration du gaz non-conventionnel se poursuit à In Salah. Les visites de délégations, d'émissaires et représentants de l'Etat s'enchaînent et se multiplient. Mais sans succès. C'est, désormais, une situation de flou total qui prévaut dans la région.

Les manifestants anti-gaz de schiste ont encore marché hier, à In Salah. Ils étaient quelques centaines de citoyens à battre le pavé du centre-ville. Entre-temps, le comité des représentants de la société civile attendait une réponse à leurs doléances, portées mercredi et jeudi, au groupe parlementaire du FLN, en visite dans la région, en compagnie du directeur de l'exploitation de Sonatrach. Le comité a émis le souhait de constituer une commission de cinq ingénieurs issus d'In Salah, pour le suivi de l'opération d'exploration du gaz non-conven-

tionnel dans la région, à titre d'observateurs. Mais il se trouve qu'il y a un mal entendu de taille sur ce chapitre. «Après la visite de l'émissaire du président de la République la mi-janvier à In Salah, les citoyens s'attendaient à une réponse favorable de la part du président. C'est-à-dire l'arrêt du forage expérimental de Tidikelt, situé à 25 km de la ville. Quelques jours après, le Premier ministre s'est exprimé à la télévision nationale, pour expliquer que le passage à l'exploitation de cette ressource est encore lointain. Mais en parlant du forage

d'Ahnat, qui se trouve à plus de 170 km d'In Salah, Abdelmalek Sellal, a sciemment ou inconsciemment fait diversion.

C'est dans le sens où tous les regards se sont tournés vers cette station, alors que celle qui pose problème, c'est celle de Tidikelt.

La réponse du Président a été communiquée plus tard à l'issue d'un Conseil des ministres restreint, mais elle portait plus sur des projets de développement local. La question de l'arrêt de l'exploration du gaz de schiste a à peine été évoquée, et les propos d'Abdelaziz Bouteflika n'ont pas été très clairs. Depuis, c'est le flou, le cafouillage, et l'improvisation qui prévalent dans la région», expliquent des sources locales. En effet, le comité des représentants de la société civile qui attend toujours un signe pour se rendre à

Alger, et débattre avec le Premier ministre, n'a toujours par reçu d'invitation.

La population reste totalement désemparée, et beaucoup ont cru comprendre qu'Abdelaziz Bouteflika avait promis l'arrêt des forages expérimentaux dans un délai de quelques jours.

D'où la revendication de constituer une commission de cinq ingénieurs pour superviser l'opération de fermeture. «Mais il se trouve que l'opération d'exploration des forages expérimentaux de Tidikelt et Ahnat nécessite encore plusieurs années. Selon les déclarations d'Abdelmalek Sellal, l'opération se poursuivra jusqu'à 2020», précisent nos sources.

Enfin, la tension reste de mise à In Salah, dans une atmosphère de confusion totale.

Mehdi Mehenni

MARCHÉ DES LÉGUMES

C'est la flambée !

Les prix des légumes reprennent avec la flambée des prix. Aucun produit n'a été épargné. Outre le «manque» de production, les marchands mettent en cause le mauvais temps.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Sur les étals des marchés, les prix des légumes affichés font fuir. Tellement élevés qu'ils font rappeler le mois «bêni» du Ramadhan. Pourtant, le mois de jeûne est encore bien loin. Le marché T'nache à Belouizdad (Alger) ne déroge pas à la règle. Ici, la hausse des prix des légumes persiste depuis déjà 20 jours, précisent les marchands. La pomme de terre a renoué avec la hausse des prix. Après une trêve d'à peine trois mois, le tubercule a atteint 100 dinars le kilogramme. «Cette année, les récoltes ont été mauvaises. La production de la pomme de terre est insuffi-

sante pour couvrir les 48 wilayas», explique Mohamed, vendeur de légumes. Selon lui, les deux camions de patates qui rentrent quotidiennement au marché de gros ne suffisent pas. «Il faut au moins dix camions par jour», dit-il.

Même analyse pour la tomate qui est vendue à 100 dinars le kilo. «Seules les wilayas de Biskra et d'El Oued produisent de la tomate. Une production qui reste insuffisante pour satisfaire la demande de tout le territoire national», argue-t-il. La flambée du prix de l'oignon a été la surprise de cette année. Indispensable pour les sauces, l'oignon a atteint 90 DA. En l'espace de trois mois, son prix a triplé. Pourtant, le ministère de l'Agriculture n'a pas cessé de parler des quantités d'oignons conservées dans les chambres froides. «Nous sommes en train de consommer les réserves des chambres froides qui sont écoulées au compte-goutte ce qui a provoqué cette hausse du prix de l'oignon», explique un autre marchand de légume.

Toutefois, il n'écarte pas que ce prix puisse grimper jusqu'à 150 DA. Les chutes de pluies et de neige qu'a connu le pays depuis quelques semaines n'ont fait apparemment qu'empirer les choses. Les fellahs n'ayant pas pu cueillir leur récolte, les prix de tous les autres légumes ont subitement grimpé. Sur les étals, le navet, la carotte et le chou-fleur sont vendus à 70 DA le kilo et les fèves et les artichauts sont proposés à 100 DA. A 120 dinars le kilogramme, la courgette a retrouvé sa cote du mois de Ramadhan. Légumes hors saison, le poivron et les petits pois, ne descendent pas à moins de 160 DA.

Même la menthe n'a pas échappé à cette fièvre des prix. Un petit bouquet est proposé à 100 DA. «C'est à cause du verglas, madame», lance le vendeur à une cliente, choquée par le prix proposé. Comme quoi, tous les arguments sont bons pour justifier les prix exorbitants pratiqués.

Ry. N.

NUMÉRO VERT DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Plus de cinq millions d'appels en quatre ans pour le 10 55

Le numéro vert de la Gendarmerie nationale le 10 55 est de plus en plus sollicité. C'est le constat que fait la Gendarmerie nationale. Plus de cinq millions d'appels ont été enregistrés sur ce numéro depuis sa mise en service en février 2011, ont indiqué hier les services de la Gendarmerie nationale.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - le 10 55 a permis aux services de la Gendarmerie nationale d'effectuer 135 148 interventions sur le terrain depuis le lancement de ce service. Badaoui Guir, directeur de la télématique à la Gendarmerie nationale qui a donné hier le bilan des quatre ans du lancement du numéro vert (10 55) estime «qu'aujourd'hui, les citoyens composent spontanément ce numéro pour demander de l'aide». Même si, dit-il, le 10 55 n'est pas seulement utilisé pour les appels de secours.

«Signalement d'un accident, crime, vol, demande de secours, orientations, informations, services...» Le citoyen sollicite ce numéro pour divers services et raisons. Les services de la Gendarmerie nationale sont, cependant, fortement sollicités durant les périodes d'intempéries, souligne-t-on. Ainsi depuis sa mise en service, plus de cinq millions d'appels ont été enregistrés sur ce numéro dont 425 546 appels ont été exploités et plus de 122 000 ont

été transférés vers d'autres institutions concernées, a indiqué le colonel Guir. 40% des appels reçus, souligne le colonel Kerroud, chargé de la communication, sont des appels qui rentrent dans le cadre d'utilité publique. «Nous portons

assistance même pour les appels d'utilité publique» a-t-il indiqué. Aussi, grâce à ce numéro, plus de 2 489 affaires ont été traitées, selon l'intervenant. Et d'ajouter que «en absence de ce numéro, toutes ces affaires auraient été classées contre X». Selon les mêmes services, le 10 55 a permis aussi l'enregistrement de 770 situations de flagrants délits en 2014 contre 930 en 2013. «Après quatre ans d'existence, les services de la Gendarmerie nationale ont adopté ce dispositif pour solutionner et

traiter de nombreuses affaires» a indiqué le directeur de la télématique. La Gendarmerie nationale, poursuit-il, va acquérir 48 centres d'appels modernes ayant la possibilité de l'enregistrement, la traçabilité et la visualisation des unités se trouvant sur le terrain.

Ces moyens modernes, vont dit-il, améliorer encore plus l'efficacité d'intervention des unités de la Gendarmerie nationale dans leurs missions d'assistance et de secours aux citoyens.

S. A.

Cnan Group nous écrit

L'article paru dans votre journal le 5 février 2015 rapportant des informations du secrétaire général de la Société Nashco sur le changement envisagé au niveau de la Direction générale de cette société mérite les précisions ci-après :

La décision prise par le Conseil d'administration de CNAN Group de mettre fin aux mandats des administrateurs de Nashco et de procéder à une reconfiguration de son conseil a été prise sur la base des éléments ci-après :

L'audit effectué par la mission de l'Inspection générale des finances au niveau de cette filiale fait état de nombreuses insuffisances et défaillances au niveau de la gestion. Le conseil de CNAN Group considère que l'équipe en place n'est pas en mesure de prendre en charge les décisions devant permettre la sauvegarde, le redressement, et la relance de l'entreprise. S'agissant d'une équipe syndicale qui active depuis plus d'une décennie, il est clair que tout changement

au niveau de la Direction générale est perçu comme une menace directe à des comportements et avantages acquis à la longue... Le choix par CNAN Group des nouveaux administrateurs de sa filiale obéit à des critères et références répondant aux seules exigences des objectifs qui lui sont assignés dans le cadre de la réhabilitation du pavillon national sans tenir compte d'une quelconque considération partisane. Il n'est, bien évidemment, pas dans l'intérêt du groupe de «casser» Nashco comme il est avancé dans l'article de presse mais, bien au contraire, il s'agit de mesures réfléchies prises par l'organe de gestion du groupe visant à garantir la pérennité de sa filiale.

Par ailleurs, nous ne comprenons pas l'utilité d'avoir fait l'amalgame avec la société Sogral du fait que les responsables de CNAN Group et de cette dernière apprécient différemment les décisions selon les circonstances et besoins de leurs entreprises respectives.

Le Directeur général A. Larbi Cherif